

Notre combat n'est pas pour l'État ou pour l'économie du Liban, mais pour l'être humain, pour la justice sociale.

Monseigneur Grégoire Haddad,
Ottawa, le 27 septembre 1990.

I TOILE DE FOND D'UNE GUERRE

Le 12 avril 1991, le président Élias Hraoui proclamait que le Liban connaissait sa «première année de paix», une proclamation dont on espérait qu'elle marquerait la fin d'une guerre qui ravage le pays depuis 1975. De récents développements laissent entrevoir un possible retour à la stabilité sur la majeure partie du territoire libanais, encore que la situation dans le Sud soit toujours critique. Le conflit a eu des conséquences dévastatrices. Voici quelques indications brutes des destructions humaines, sociales et économiques : plus de 150 000 morts, 700 000 blessés, 40 000 handicapés, un tiers de la population déplacée, des moyens de subsistance bouleversés, un taux d'émigration en croissance rapide, la destruction des installations scolaires et médicales ainsi que des entreprises industrielles, une grave paralysie des services de base, des pertes immobilières se chiffrant à des milliards de dollars et la ruine de l'économie libanaise jadis qualifiée de «miraculeuse».¹

Une interaction extrêmement complexe de facteurs internes, régionaux et internationaux entraine en jeu dans l'explosion de violence au Liban. Souvent, les simplifications dont on se sert pour tenter d'expliquer le conflit empêchent de comprendre les problèmes sous-jacents. Les participants aux ateliers étaient particulièrement consternés par le fait que les médias internationaux ne présentent pas d'analyse poussée de la situation.

Les télévisions montraient essentiellement des images de destruction «qui en valaient la peine», où l'on voyait toute une société en train de se désagréger. Ce que l'on ne voyait pas, cependant, c'était l'immense majorité des Libanais, les civils non

¹ Beaucoup des statistiques socio-économiques citées dans le présent rapport sont des estimations, dont certaines, contradictoires. Les disparités tiennent aux immenses difficultés méthodologiques que pose la réalisation d'études «scientifiques» dans une région en guerre. En outre, les sommes sont données en dollars américains, sauf lorsqu'on parle expressément du Canada.